

§ 4. La démission du fonctionnaire d'un rang inférieur au rang A4 est signée par le secrétaire général dans les cas énumérés comme motifs au § 1^{er}, points 1°, 2° et 4° et par l'autorité ayant compétence de nomination au cas défini comme motif au point 3.

La démission du fonctionnaire du rang A4 est signée par l'autorité ayant compétence de nomination dans chacun des cas susmentionnés.

§ 5. Le règlement prévu au présent article est également applicable aux stagiaires, sauf les §§ 2 et 3, dans le cas d'un licenciement en raison d'inaptitude médicale mentionné à l'article VII 3. »

Art. 6. A l'article XII 7 du même statut, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 9 septembre 1997 et 14 avril 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le licenciement pour cause d'inaptitude professionnelle est signé d'office par l'autorité ayant compétence de nomination.

Le licenciement entre en vigueur à l'expiration du délai de préavis. Ce délai de préavis s'élève à trois mois pour les fonctionnaires ayant moins de cinq ans d'ancienneté de service comme fonctionnaire auprès du Ministère. Ce délai est majoré de trois mois au commencement de chaque nouvelle période de cinq ans d'ancienneté de service en qualité de fonctionnaire auprès du Ministère.

Le délai de préavis prend cours au premier jour du mois qui suit la notification du licenciement. La notification a lieu par lettre recommandée et sort ses effets le troisième jour de l'envoi.

Par dérogation au deuxième alinéa, l'autorité ayant compétence de nomination et le fonctionnaire peuvent convenir de prolonger ou de raccourcir le délai de préavis.

L'autorité ayant compétence de nomination peut toutefois décider que le licenciement pour cause d'inaptitude professionnelle entre immédiatement en vigueur, à condition qu'une indemnité de rupture égale au traitement correspondant à la durée d'un délai normal de préavis soit payée. »

2° Le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Pendant le préavis ou sur l'indemnité de rupture sont prélevées les cotisations ouvrières y afférentes, lesquelles sont versées ensemble avec les cotisations patronales, en vue de la reprise du fonctionnaire dans le régime de l'assurance chômage, de l'assurance maladie (secteur des allocations) et de l'assurance maternité.

Si ce paiement de cotisations ne suffit pas, le Ministère paie les cotisations patronales et ouvrières manquantes.

La durée de la période couverte par le prélèvement ou le paiement de cotisations patronales et ouvrières pour l'assurance chômage, l'assurance maladie (secteur des allocations) et l'assurance maternité ne peut excéder la durée de l'occupation statutaire du fonctionnaire licencié, éventuellement majorée de la durée couverte par l'indemnité de rupture. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Art. 8. Le Ministre flamand ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 avril 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAEL

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et des Sports,
J. SAUWENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 2139

[2001/29310]

3 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant le congé politique pour les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du Commissariat général aux Relations internationales et du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 février 2001;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 26 mars 2001;

Vu l'avis du Conseil de direction du S.P.R.R.T.C.F. donné le 22 mars 2001;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'O.N.E., donné le 30 mars 2001;

Vu l'avis du Conseil de direction du C.G.R.I., donné le 3 avril 2001;

Vu le protocole n° 243 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 28 mars 2001;

Vu l'approbation du Ministre fédéral des Pensions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, tel que modifié en dernier lieu par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'adoption de l'arrêté ne peut souffrir d'aucun retard compte tenu de son entrée en vigueur lors du renouvellement intégral des conseils communaux et provinciaux faisant suite aux élections du 8 octobre 2000;

Sur la proposition du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 28 juin 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Les membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du Commissariat général aux Relations internationales et du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française, ont droit dans les cas et selon les modalités fixées ci-après, à un congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

Par « membres du personnel », il faut entendre, au sens du présent arrêté : les membres du personnel définitif, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Art. 2. Par « congé pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée », il faut entendre :

1° soit une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel;

2° soit un congé politique facultatif accordé à la demande des membres du personnel;

3° soit un congé politique d'office auquel les membres du personnel ne peuvent pas renoncer.

Les membres du personnel qui disposent de congés politiques dans le cadre du présent arrêté arrêteront en début de mois le calendrier de leurs jours de congés politiques d'office.

En ce qui concerne les dispenses de service et les congés politiques facultatifs, ceux-ci peuvent être pris, après en avoir avisé le chef de service, avec un minimum d'une heure, sans pour autant que la somme de ceux-ci ne dépasse le total mensuel des dispenses de service et des congés politiques facultatifs autorisés.

Art. 3. A la demande des membres du personnel, une dispense de service est accordée pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal qui n'est ni bourgmestre ni échevin, ou membre d'un conseil de l'aide sociale autre que le président : deux jours par mois;

2° conseiller provincial non membre de la députation permanente : deux jours par mois.

La dispense de service se prend à la convenance de l'intéressé. Elle ne peut être reportée d'un mois à l'autre sauf lorsqu'elle est accordée pour l'exercice d'un mandat de conseiller provincial.

Art. 4. A la demande des membres du personnel, un congé politique facultatif est accordé pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal qui n'est ni bourgmestre ni échevin, ou membre d'un conseil de l'aide sociale, à l'exception du président et des membres du bureau permanent, d'une commune comptant :

a) jusqu'à 80 000 habitants : 2 jours par mois;

b) plus de 80 000 habitants : 4 jours par mois;

2° échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30 000 habitants : 4 jours par mois;

b) de 30 001 à 50 000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

c) de 50 001 à 80 000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

3° bourgmestre d'une commune comptant :

a) jusqu'à 30 000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

b) de 30 001 à 50 000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

4° membre du bureau permanent d'un conseil de l'aide sociale d'une commune comptant :

a) jusqu'à 10 000 habitants : 2 jours par mois;

b) de 10 001 à 20 000 habitants : 3 jours par mois;

c) plus de 20 000 habitants : 5 jours par mois;

5° conseiller provincial n'étant pas membre de la députation permanente : 4 jours par mois.

Art. 5. Les membres du personnel sont mis en congé d'office pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° bourgmestre d'une commune comptant :

a) jusqu'à 20 000 habitants : 3 jours par mois;

b) de 20 001 à 30 000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;

c) de 30 001 à 50 000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;

d) plus de 50 000 habitants : à temps plein;

2° échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 20 000 habitants : 2 jours par mois;
- b) de 20 001 à 30 000 habitants : 4 jours par mois;
- c) de 30 001 à 50 000 habitants : le quart d'un emploi à temps plein;
- d) de 50 001 à 80 000 habitants : la moitié d'un emploi à temps plein;
- e) plus de 80 000 habitants : à temps plein;

3° membre de la députation permanente d'un conseil provincial : à temps plein.

Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment qui suit l'élection ou la désignation au mandat politique visé.

Art. 6. Les membres du personnel qui n'exercent pas une fonction à temps plein sont néanmoins mis en congé politique d'office à temps plein pour l'exercice d'un mandat politique prévu à l'article 5 pour autant qu'y corresponde un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Art. 7. Pour l'application des articles 3, 4 et 5, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale.

Art. 8. Les périodes couvertes par un congé politique facultatif ou d'office ne sont pas rémunérées. Elles sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Durant les périodes où un congé politique couvre la totalité des prestations que doivent effectuer les membres du personnel, ces derniers ne peuvent faire valoir leur titre à la promotion.

Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, ce dernier est suspendu pendant les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou d'office. Celles-ci sont prises en considération comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

Art. 9. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits statutaires ou contractuels.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Art. 11. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 3 juillet 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 2139

[2001/29310]

3 JULI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij het politiek verlof wordt ingesteld voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap en van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de riksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Regeringen van de Gemeenschap en het Gewest en van de colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 1 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 februari 2001;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 26 maart 2001;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « S.P.R.R.T.C.F. », gegeven op 22 maart 2001;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « ONE », gegeven op 30 maart 2001;

Gelet op het advies van de Directieraad van het C.G.R.I., gegeven op 3 april 2001;

Gelet op het protocol nr. 243 van het onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 28 maart 2001;

Gelet op de goedkeuring van de Federale Minister van Pensioenen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals laatst gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de aanneming van het besluit geen vertraging mag opleveren rekening houdend met zijn inwerkingtreding bij de integrale hernieuwing van de gemeenteraden en de provinciale raden ten gevolge van de verkiezingen van 8 oktober 2000;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;
Gelet op de beraadslaging van 28 juni 2001 van de Regering.

Besluit :

Artikel 1. De personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap en van de Dienst voor heffing van het kijken en luitstergeld van de Franse Gemeenschap hebben recht in de gevallen en volgens de hierna bepaalde nadere regels op een politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat of van een ambt dat ermee gelijkgesteld kan worden.

Onder « personeelsleden » moet verstaan worden in de zin van dit besluit : de vastbenoemde personeelsleden, de stagiairs en de personeelsleden die met een arbeidsovereenkomst zijn aangeworven.

Art. 2. Onder « politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat of van een ambt dat ermee gelijkgesteld kan worden » moet verstaan worden :

1° ofwel een dienstvrijstelling die geen weerslag heeft op de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden;

2° ofwel een facultatief politiek verlof toegestaan op het verzoek van de personeelsleden;

3° ofwel een politiek verlof van ambtswege dat de personeelsleden niet kunnen afwijzen.

De personeelsleden die politiek verlof krijgen in het kader van dit besluit stellen begin van de maand het kalender vast van hun politieke verlofdagen van ambtswege.

De dienstvrijstellingen en de facultatieve politieke verlofdagen kunnen genomen worden nadat de dienstchef ervan verwittigd werd, met een minimum van een uur, zonder dat het totaal ervan daarom het maandelijks totaal van de dienstvrijstellingen en van de toegelaten facultatieve politieke verlofdagen overschrijdt.

Art. 3. Op het verzoek van de personeelsleden wordt een dienstvrijstelling toegestaan voor het uitoefenen van de volgende politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid dat noch burgemeester, noch schepen noch een ander lid van een raad voor maatschappelijke welzijn dan de voorzitter is; twee dagen per maand;

2° provinciaal raadslid dat geen lid is van de bestendige deputatie : twee dagen per maand.

De dienstvrijstelling wordt genomen naar believen van betrokkenen. Zij kan van de ene naar de andere maand verschoven worden behoudens wanneer zij wordt toegekend voor het uitoefenen van een mandaat van provinciaal raadslid.

Art. 4. Op het verzoek van de personeelsleden wordt een facultatief politiek verlof toegestaan voor het uitoefenen van de volgende politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid dat noch burgemeester, noch schepen, noch lid van een raad voor maatschappelijk welzijn is, behoudens de voorzitter en de leden van het bestendig bureau van een gemeente met een bevolking van :

a) tot 80 000 inwoners : 2 dagen per maand;

b) meer dan 80 000 inwoners : 4 dagen per maand;

2° schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met een bevolking van :

a) tot 30 000 inwoners : 4 dagen per maand;

b) van 30 001 tot 50 000 inwoners : het vierde van een voltijdse betrekking;

c) van 50 001 tot 80 000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

3° burgemeester van een gemeente met een bevolking van :

a) tot 30 000 inwoners : het vierde van een voltijdse betrekking;

b) van 30 001 tot 50 000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

4° lid van het permanent bureau van een raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met een bevolking van :

a) tot 10 000 inwoners : 2 dagen per maand;

b) van 10 001 tot 20 000 inwoners : 3 dagen per maand;

c) van meer dan 20 000 inwoners : 5 dagen per week;

5° provinciaal raadslid dat geen lid is van de bestendige deputatie : 4 dagen per maand.

Art. 5. De personeelsleden zijn van ambtswege met politiek verlof voor het uitoefenen van de volgende politieke mandaten :

1° burgemeester van een gemeente met een bevolking van :

a) tot 20 000 inwoners : 3 dagen per maand;

b) van 20 001 tot 30 000 inwoners : het vierde van een voltijdse betrekking;

c) van 30 001 tot 50 000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

d) meer dan 50 000 inwoners : voltijds;

2° schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijke welzijn in een gemeente met een bevolking van :

a) tot 20 000 inwoners : 2 dagen per maand;

b) van 20 001 tot 30 000 inwoners : 4 dagen per maand;

c) van 30 001 tot 50 000 inwoners : het vierde van een voltijdse betrekking;

d) van 50 001 tot 80 000 inwoners : de helft van een voltijdse betrekking;

e) meer dan 80 000 inwoners : voltijds.

3° lid van de bestendige deputatie van een provinciale raad : voltijds.

Het politiek verlof van ambtswege begint op de datum van de eedaflegging die volgt op de verkiezing of op de aanstelling voor het bedoeld politiek mandaat.

Art. 6. De personeelsleden die geen voltijds ambt uitoefenen zijn niettemin ambtshalve met voltijds politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat bedoeld bij artikel 5 voor zover een politiek verlof van ambtswege van tenminste de helft van een voltijdse betrekking daarmee overeenstemt.

Art. 7. Voor de toepassing van de artikelen 3, 4 en 5 wordt het aantal inwoners vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet.

Art. 8. De periodes gedeckt door een facultatief politiek verlof of een verlof van ambtswege zijn niet bezoldigd. Zij worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

Tijdens de periodes waarvoor een politiek verlof van ambtswege de totaliteit van de prestaties dekt die de personeelsleden moeten uitoefenen mogen die leden hun aanspraak op bevordering niet laten gelden.

Voor de personeelsleden met een arbeidsovereenkomst wordt deze overeenkomst opgeschorst tijdens de periodes die gedeckt zijn door het facultatief politiek verlof of door het verlof van ambtswege. Die periodes komen in aanmerking als aanrekenbare diensten met het oog op de bevordering tot een hogere wedde.

Art. 9. Het politiek verlof vervalt uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op de dag waarop het mandaat ten einde loopt.

Op dat ogenblik krijgt betrokkenen zijn statutaire of contractuele rechten terug.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 2140

[C — 2001/31221]

16 FEBRUARI 2001. — Collegebesluit nr. 01/055 tot vaststelling van de over te dragen kredieten en vastleggingen van het dienstjaar 2000 naar het dienstjaar 2001. — Samenvatting

Het College,

Na beraadslag,

Besluit :

Artikel 1. Naar het dienstjaar 2001 worden volgende kredieten en vastleggingen van het dienstjaar 2000 overgedragen :

Kredieten en vastleggingen aan te rekenen op de gewone dienst voor 244 419 049 BEF.

Kredieten en vastleggingen aan te rekenen op de buitengewone dienst voor 508 550 772 BEF.

Brussel, 16 februari 2001.

De Collegeleden,

J. CHABERT

G. VANHENGEL

R. DELATHOUWER

TRADUCTION

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 2140

[C — 2001/31221]

16 FEVRIER 2001. — Arrêté du Collège n° 01/055 fixant les crédits et les engagements à transférer de l'année 2000 à l'année 2001. — Résumé

Le Collège,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les crédits et les engagements suivants de l'année 2000 sont transférés :

Crédits et engagements à mettre en compte au budget ordinaire pour 244 419 049 BEF.

Crédits et engagements à mettre en compte au budget extraordinaire pour 508 550 772 BEF.

Bruxelles, le 16 février 2001.

Les membres du Collège,

J. CHABERT

G. VANHENGEL

R. DELATHOUWER